

Les évêques disent non au cardinal Ouellet

Jean-Claude Leclerc

Édition [du lundi 20 octobre 2008](#) *LE DEVOIR*

Tout en déplorant les réactions «hostiles» que ses déclarations lui ont parfois values dans les médias, le cardinal Marc Ouellet continue de bénéficier d'une grande couverture de presse au Canada, même quand il réitère à l'étranger, comme récemment en Italie, ses propos moroses sur le Québec d'aujourd'hui.

L'article qu'il a signé dans une revue catholique de Milan a reçu un écho partout au Canada, bien que les gens du Québec n'y aient rien appris de neuf. La thèse du déclin du Québec par suite de l'abandon de la religion fait encore réagir les médias. Mais s'ils lui étaient ici aussi hostiles que l'ecclésiastique semble le croire, ils auraient pu sortir un scoop autrement plus sensationnel.

À leur dernière rencontre, en effet, les évêques catholiques du Québec ont repoussé, par un vote fortement majoritaire, une croisade que Mgr Ouellet leur proposait contre le programme d'éthique et de culture religieuse du ministère de l'Éducation. Ils ont préféré s'en tenir à l'attitude «critique et vigilante» qu'ils avaient adoptée à ce sujet dans une déclaration du 17 mars 2008.

Le cardinal Ouellet aurait voulu que l'épiscopat québécois modifie la position pastorale que ses membres ont finalement adoptée au sujet de la religion dans les écoles. Les évêques, en effet, avaient déjà accepté que l'enseignement confessionnel ne soit plus au programme public, et qu'un cours d'éthique et de culture religieuse soit institué parmi les matières obligatoires.

Des écoles privées confessionnelles assujetties au programme public continueraient, certes, d'offrir une formation religieuse. Mais la catéchèse, avaient tranché les évêques, serait désormais assurée par les paroisses et par les familles catholiques. En rouvrant publiquement ce débat, l'an dernier, le nouvel archevêque de Québec semblait ignorer le cheminement de ses collègues, sinon vouloir renverser leurs conclusions.

Que les évêques aient voulu, dans ces circonstances, éviter une division ouverte au sein de l'Église, ou simplement favoriser un échange plus libre, leur assemblée a choisi d'en discuter à huis clos, hors la présence du personnel. La majorité, a-t-on néanmoins appris, a refusé de suivre la voie souhaitée par l'archevêque de Québec, et a voté contre sa proposition.

Le débat n'est pas clos pour autant. Des catholiques voulant une place pour l'enseignement confessionnel à l'école ou réclamant d'être exclus du nouveau cours ont tenu une manifestation, avant-hier, dans les rues de Montréal, réclamant la «liberté de choix» en cette matière. Certains parents ont aussi résolu de porter le dossier devant les tribunaux. Il n'est pas dit que les juges leur donneront tort.

Un mouvement

Cette position n'est pas nouvelle. Les évêques eux-mêmes la tenaient voici peu d'années, avant de se résoudre au changement historique de la déconfessionnalisation du système scolaire. Au Québec, toutefois, les contestataires ne représentent plus l'ensemble de l'Église catholique. Les évêques ont déjà mis en

branle tout un mouvement fondé sur les paroisses et les familles pour assurer l'éducation religieuse des jeunes et des adultes.

Peu avant le coup d'envoi d'un Dimanche de la catéchèse (le dimanche 21 septembre dernier), dans un message livré à cette occasion, le président de l'Assemblée des évêques catholiques, Mgr Martin Veillette, pasteur du diocèse de Trois-Rivières, écrit que cette initiative revêt «un caractère hautement symbolique» au moment où prend fin l'enseignement religieux à l'école.

En ce moment, dit-il, une «solidarité de plus en plus grande» se développe autour des nouveaux parcours d'initiation proposés en paroisse. Déjà, ajoute-t-il, un peu partout au Québec, «des milliers de personnes acceptent d'en accompagner d'autres» dans l'un de ces parcours. Toutefois, à en juger par l'appel qu'il lance à «toutes les forces vives», le mouvement n'a pas encore mobilisé toutes les paroisses et les familles sur lesquelles l'Église compte pour remplacer l'école confessionnelle d'hier.

Présent au lancement de ce premier «dimanche de la catéchèse», l'archevêque de Montréal, le cardinal Jean-Claude Turcotte, a confié aux médias que la nouvelle approche mise sur des «témoignages». À Montréal seulement, elle compterait 30 000 enfants et 3000 catéchètes. Quant à l'école et au cours d'éthique et de culture religieuse, Mgr Turcotte est prêt à en faire l'essai «honnêtement», quitte à «intervenir si cela marche mal».

Son collègue de Joliette, Mgr Gilles Lussier, attentif dans ses visites de paroisses aux expériences qui y sont vécues, a pu constater auprès de plusieurs parents qu'ils vivent un «cheminement personnel» en accompagnant leurs enfants. Lors de célébrations, il est impressionné, dit-il, par la qualité de présence et de participation des jeunes et des parents. Pour lui, ce sont

là des signes «prometteurs pour l'avenir».

Un simple laïc de Laval, Pierre Rioux, qui avait «fermé le livre de la religion» après la catéchèse reçue à l'école, témoigne du changement qu'il a connu grâce à ses enfants. Il n'aurait jamais pensé, dit-il, que cette aventure lui ferait «redécouvrir la foi et l'Église» pour lui-même.

Un curé de Magog, André Tardif, a d'abord «paniqué» en apprenant la fin de l'enseignement religieux à l'école. Il a néanmoins préparé des catéchètes en espérant une réponse positive des parents. «À notre grande surprise, raconte-t-il, la réponse fut extraordinaire.» Il ajoute: «J'espère que jamais la catéchèse de nos jeunes ne retournera à l'école.»

Accommodement à la française

Si ces expériences semblent positives dans les paroisses, un doute subsiste, par contre, du côté de l'école quant au cours d'éthique et de culture religieuse. Des enseignants craignent un manque de préparation. D'autres, comme Mgr Ouellet, y redoutent une orientation «relativiste». D'autres encore estiment qu'un gouvernement n'a pas à dicter ce genre d'enseignement.

En France, au début du siècle passé, la laïcisation complète de l'enseignement public, avait conduit l'Église catholique à se replier sur un système séparé d'écoles confessionnelles. L'épiscopat français s'est accommodé, depuis, du système public mais sans renoncer à son propre réseau. Tout privé qu'il soit, ce réseau suit le programme public. Il jouit aussi d'un important financement de l'État.

Plus encore, une autre politique de flexibilité et d'ouverture au sein de l'Église française en surprendra plus d'un au Québec. Ses écoles confessionnelles accueillent des élèves de foi musulmane. D'après une enquête publiée dans l'International Herald Tribune, on y dénombre plus de 10 % de

musulmans parmi les quelque deux millions de jeunes catholiques qui les fréquentent.

Au collège catholique de Saint-Mauront, par exemple, les jeunes musulmans comptent pour 80 % des étudiants. Ils y observent le ramadan. Le crucifix sur les murs de l'établissement ne les empêche pas d'y avoir leurs propres moments de prière. Des collégiennes portent le foulard en classe. «On respecte notre religion ici», dit Nadia Oualane, une élève de 14 ans, qui porte ce signe d'appartenance.

Manifestement, l'Église du Québec n'a pas encore trouvé un accommodement

comparable. Porte-parole du Dimanche de la catéchèse, le curé des jeunes de la rue, Emmett Johns, mieux connu sous le surnom de Père Pops, croit cependant suivre une bonne voie.

«Je ne leur ai jamais fait de sermon, dit-il. J'ai surtout voulu être un témoin. En les aimant, sans les juger. Si on ne respecte pas les personnes qu'on accompagne, rien ne peut se passer.»

Jean-Claude Leclerc enseigne le journalisme à l'Université de Montréal